

Laboratoire ESPI Réflexions et Recherches (ESPI2R)
3^e journée d'étude, 11 mars 2021

DYNAMIQUES URBAINES ET RÉSILIENCE DANS UN CONTEXTE D'ÉPIDÉMIE

quelles analyses et quelles propositions
face à la Covid-19 ?

LABORATOIRE
ESPI
2R
L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DE
PROFESSEURS RECHERCHEURS

Livret d'accueil



Isabelle MALEYRE
Directrice académique et de la recherche
Groupe ESPI

Intitulé ESPI Réflexions et Recherches (ESPI2R), le laboratoire a été créé par décision du Conseil scientifique du Groupe ESPI en mars 2017. **Les travaux de l'ESPI2R sont structurés en deux axes.**

Le premier axe, intitulé **Territoires, aménagement et nouvelles centralités**, s'interroge principalement sur les transformations de l'organisation et du fonctionnement des territoires portées par la redéfinition des politiques publiques d'une part, la révolution digitale d'autre part. En France comme ailleurs, les politiques publiques de la ville et des territoires mettent désormais en tête de leurs objectifs la préservation de l'environnement. Cet objectif premier se décline en objectifs particuliers, dont la lutte contre l'étalement urbain et son corollaire, la densification des espaces occupés. Une première série de travaux engagés par le laboratoire ESPI2R s'intéresse ainsi aux dispositifs juridiques

incitant à la densification des constructions et à leurs résultats, ainsi qu'à la mixité fonctionnelle et sociale des espaces, support d'une ville toujours plus inclusive.

La révolution digitale touche l'immobilier de multiples façons, principalement par le biais de la désintermédiation c'est-à-dire de la transformation du fonctionnement des marchés, mais également par l'apparition de nouveaux produits et services relevant de l'économie collaborative. L'étude de ces nouveaux produits et services, de la manière dont ils viennent transformer les métiers de l'immobilier, est l'objet de l'axe 2, intitulé **Production immobilière, marchés et environnement**. La problématique de cet axe 2 ne se limite pas aux effets de la révolution digitale, même si celle-ci a une visibilité forte : elle inclut les transformations de toute nature ayant une incidence sur les produits et les métiers de l'immobilier.

Membres du laboratoire ESPI2R

Federica APPENDINO
Gaëlle AUDRAIN-DEMEY
Brice BAROIS
Myriam BEN SAAD
Jeffrey BLAIN
Laura BROWN
Carmen CANTUARIAS -VILLESSUZANNE
Anne-Catherine CHARDON
Fernanda CHATELARD
Yasmine ESSAFI ZOUARI
Benjamin FRAGNY
Carine GUEMAR
Lolita GILLET (éditrice)

Florian LAUSSUCQ
Régis LECORRE (directeur des relations extérieures, internationales et du développement durable)
Jean-Michel MANGEOT (président du Conseil scientifique et de perfectionnement)
Isabelle MALEYRE
Raphaële PERES
Radmila PINEAU
Inès TROJETTE
Mathilde VIGNAU
Romain WEIGEL
Cathy ZADRA-VEIL

Retrouvez l'actualité du laboratoire ESPI2R sur www.groupe-espi.fr, rubrique Recherche.

Les journées d'étude organisées par le laboratoire ESPI2R



« Dynamiques urbaines et résilience dans un contexte d'épidémie. Quelles analyses et quelles propositions face à la Covid-19 ? » est la thématique choisie par les enseignants-chercheurs pour cette troisième journée d'étude, organisée chaque année depuis 2019.

La première, qui s'est déroulée à la Société d'encouragement pour l'industrie nationale (Paris, 6^e arrondissement), était consacrée à l'**immobilier durable : de la ville d'aujourd'hui à la cité de demain**. Trois pans ont été abordés : économie circulaire et multifonctionnalité, renaturation des villes, systèmes urbains durables. Cette journée d'étude a donné lieu à l'édition et à la publication d'actes, sous la direction d'Isabelle Maleyre, Carmen Cantuarias-Villessuzanne, Anne-Catherine Chardon et Cathy Veil. Le document est disponible sur le site Internet du Groupe ESPI à l'adresse suivante :

<https://groupe-espi.fr/journees-d-etude/immobilier-durable>

La deuxième journée d'étude, qui s'est tenue sur le campus de Nantes, portait sur « **l'impact de la densification de l'espace urbain sur l'immobilier** ». Quatre tables-rondes ont animé cet événement : **l'encadrement légal et les résistances à la densification, les perspectives de densification offertes, la densification verticale : étude opérationnelle, les perspectives et le potentiel de densification**. L'édition des actes est en cours.

La conférence « Pandémie et formes de la ville »



En lien avec la thématique abordée lors de cette troisième journée d'étude, **une conférence en deux sessions** a été organisée par le Conseil scientifique et de perfectionnement du Groupe ESPI, les 10 décembre et 25 février dernier.

La première s'est intéressée à **l'urbanisme et les modalités urbaines** en temps de pandémie, tandis que la seconde a analysé **l'impact de la Covid-19 sur les logements, le travail et les espaces publics clos** (bureaux, commerces, parkings, etc.).

Retrouvez **les replay et la synthèse de la première session** sur :

<https://groupe-espi.fr/conference/conference>

<https://groupe-espi.fr/conference/conference-pandemie-et-formes-de-la-ville-2>

DYNAMIQUES URBAINES ET RÉSILIENCE DANS UN CONTEXTE D'ÉPIDÉMIE

Quelles analyses et quelles propositions face à la Covid-19 ?



© OXXO Studio.

La ville dans toutes ses composantes et ses fonctions, résidentielles, économiques, sociales, se trouve aujourd'hui bouleversée par un nouveau contexte sanitaire lié à la pandémie de la Covid-19. Sa population et ses dynamiques sont impactées par cette situation, et ce dans toutes leurs dimensions.

Les territoires urbains se sont souvent construits, transformés face à l'adversité, en intégrant des interventions hygiénistes ou, d'une manière plus vaste, sécuritaires, afin d'améliorer le cadre et la qualité de vie des habitants. Il s'est agi d'intervenir sur la vulnérabilité aux incendies, aux crues, aux séismes, mais aussi dans le domaine de la santé publique en permettant la circulation de l'air, la pénétration des rayons du soleil et la réduction du bruit. Les interventions hygiénistes de la seconde moitié du XIX^e siècle et du début du XX^e principalement avaient ainsi permis de repenser l'urbanisme pour lutter contre le choléra, la peste, la tuberculose ou encore la grippe espagnole. La forme des villes, les matériaux, les systèmes constructifs ont alors évolué, des zones non constructibles ont été déclarées, les voies et espaces publics se sont

aérés, des parcs ont été dessinés, des équipements ont été construits, les façades ont présenté plus de vides que de pleins, les espaces de logement se sont agrandis pour lutter contre le surpeuplement. Ainsi, ces évolutions ont été des tentatives de réponse au concept d'habitabilité dans son acception la plus large en proposant des alternatives abondantes dans le sens de la résilience urbaine.

L'actuelle pandémie engendrée par la Covid-19 nous amène à développer ce même regard analytique, cette même démarche, au travers de réflexions et d'interrogations concernant l'incidence d'un contexte sanitaire tendu sur les grands axes de fonctionnement de la ville contemporaine et à différentes échelles territoriales (le logement, le lieu de travail, l'espace public, le quartier, la ville...). Il s'agit avant tout d'observer et d'estimer la vulnérabilité urbaine face à cette adversité, de comprendre comment cette crise va marquer l'espace urbain de façon plus ou moins durable et ensuite de proposer des réponses et des mesures adaptées permettant de renforcer la résilience urbaine.

Aussi, la journée d'étude propose d'explorer des manières d'habiter et d'adapter la ville en période de crise sanitaire épidémique, mais aussi le caractère temporaire ou pérenne des adaptations et des transformations multidimensionnelles mises en place qui pourraient répondre aux besoins de résilience des sociétés urbaines, dans un contexte plus vaste de développement durable.

Ainsi, plusieurs thèmes révélateurs de changements seront abordés au cours de la journée :

- **les liens entre l'urbanisme et la santé** dans leurs dimensions historiques, mais aussi plus récentes, à travers le concept d'urbanisme favorable à la santé et l'adaptation de ces dynamiques face à la crise sanitaire actuelle ;
- **les nouvelles réflexions et pratiques architecturales et urbanistiques** comme vecteurs de l'accélération des changements urbains favorisant la santé et l'environnement ;
- **les échelles d'intervention des politiques publiques**, les comparaisons des décisions politiques entre pays, l'adaptation des politiques publiques locales pour faire face à la crise sanitaire ;
- **les approches globales de la résilience urbaine face à des enjeux de santé ;**
- **les conséquences de la crise sur les différentes dynamiques urbaines** dont les mobilités, l'étalement urbain ou la densification, les dynamiques sociales, économiques, écologiques, et également sur les territoires de vie (espaces privés, espaces de travail...);
- **le développement des technologies numériques** appliquées à l'économie, aux services et aux nouveaux usages ainsi qu'aux modèles urbains tels que la *smart city* et la *wise city* ;
- **les impacts sur les dynamiques immobilières et foncières**, sur l'économie du secteur mais aussi sur les réflexions concernant l'évolution des constructions.

L'événement réunira des chercheurs, des professionnels de l'immobilier et de l'urbanisme ainsi que des institutionnels, afin de croiser les regards. Il aura une forte dimension interdisciplinaire : des approches géographiques, économiques, sociologiques, juridiques, urbanistiques, historiques, philosophiques, architecturales sont recherchées.

PREMIÈRE PARTIE

8H30 **ACCUEIL**
9H00 **INTRODUCTION** Guillaume CHEVALIER et l'équipe organisatrice

9H15 – 10H15 **SESSION 1 : LA GESTION DES TERRITOIRES FACE À LA COVID**
Giuseppe ARCURI

Maître de conférences en économie, université de Paris 1 Panthéon Sorbonne, PRISM, Economix
Are regions equal in adversity? A spatial analysis of spread and dynamics of Covid-19 in Europe.

Lucie ANZIVINO
Chargée d'études en santé environnementale et urbanisme favorable à la santé, Observatoire régional de la santé Auvergne-Rhône-Alpes
Les profils de territoire comme outils d'aide à la décision dans le cadre de l'épidémie de Covid-19.

Myriam BEN SAAD et BRICE BAROIS
Enseignants-chercheurs, Groupe ESPI, laboratoire ESPI2R
Les attributs territoriaux et la pollution de l'air dans un contexte d'épidémie :
évidence depuis des départements français.

10H15 – 10H30 **QUESTIONS/ÉCHANGES**
10H30 – 10H45 **PAUSE**

10H45 – 11H45 **SESSION 2 : L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE
QUESTIONNÉ PAR LA COVID**

Gerbert-Sylvestre BOUYSSOU et et Anthony TCHEKEMIAN
Maître de conférences en histoire ; maître de conférences en géographie et urbanisme, université de la Polynésie française
Contre les crises, le retour au local ? Perspectives historiques et étude de cas :
l'exemple du jardin collectif de la résidence du campus d'Outumaoro.

Carmen CANTUARIAS-VILLESUZANNE, Jeffrey BLAIN et Romain WEIGEL
Enseignants-chercheurs, Groupe ESPI, laboratoire ESPI2R
La résilience des villes intelligentes face à la pandémie de Covid-19.

Raphaël LANGUILLON-AUSSEL
Enseignant et chercheur, université de Genève
Du nucléaire à la Covid-19 : résilience et enjeux sanitaires de l'aménagement olympique de Tokyo 2020+1.

11H45 – 12H00 **QUESTIONS/ÉCHANGES**
12H00 – 13H30 **PAUSE DÉJEUNER**

SECONDE PARTIE

13H30 – 15H00 **SESSION 3 : HABITER LA VILLE EN PERIODE ÉPIDÉMIQUE**
Leily HASSAINE BAU

Chercheuse associée, laboratoire TELEMMe, université d'Aix-Marseille
L'élite en ses territoires : face à la Covid-19 (Monterrey, Mexique).

Najet MOUAZIZ-BOUCHENTOUF
Architecte, maître de conférences HDR, département d'architecture, USTO-MB Oran
Le logement social à Oran durant le confinement. Quels agencements pour quelles pratiques habitantes ? Observations et premières analyses.

María SOLEDAD OVIEDO et Víctor LLUGSHA
Enseignants-chercheurs, universidad UTE, Quito, Équateur
Turismo y pandemia, consecuencias en la Zona Especial Turística La Mariscal-Quito.

Lionel RABILLOUD
Cofondateur et cogérant, NovaScopia
Un positionnement « santé/bien-être » de l'immobilier d'entreprise comme condition pour inciter
les actifs à retourner au bureau après la Covid ?

15H00 – 15H15 **QUESTIONS/ÉCHANGES** 15H15 – 15H30 **PAUSE**

15H30 – 17H00 **SESSION 4 : DYNAMIQUES URBAINES ET CRISE SANITAIRE**
Fadila KETTAF

Maître de conférences HDR, département d'architecture, USTO-MB Oran
La fabrique de la ville d'Oran au temps des épidémies : interroger les formes urbaines.

Cintia Ariana BARENBOIM
Chercheuse associée, CONICET ; enseignante titulaire, universidad nacional de Rosario, Argentine
La transformación urbana de la ciudad de Rosario, Argentina, a partir de la pandemia Covid-19.

Emmanuelle GANGLOFF et Hélène MORTEAU
Post-doctorante, laboratoire Pacte ; chercheuse, laboratoire AAU - chercheuse, laboratoire Pacte
La fabrique de la ville questionnée par la crise sanitaire : vers un urbanisme hygiéniste 2:0 ?

Florian LAUSSUCQ
Enseignant-chercheur, Groupe ESPI, laboratoire ESPI2R
Comment gouverner les villes face à l'épidémie ? La résilience juridique de la gouvernance des villes
à l'épreuve des épidémies.

17H00 – 17H15 **QUESTIONS/ÉCHANGES** 17H15 **CONCLUSION**

Are regions equal in adversity? A spatial analysis of spread and dynamics of Covid-19 in Europe

Mounir AMDAOU

Chercheur

EconomiX, université Paris Nanterre
Centre d'économie de l'université Paris Nord
(CEPN), CNRS

Nadine LEVRATTO

Research Professor

EconomiX, université Paris Nanterre, CNRS

Giuseppe ARCURI

Maître de conférences

Université Paris 1 Panthéon Sorbonne
Pôle de recherches interdisciplinaires en
sciences du management (PRISM)
EconomiX, université Paris Nanterre

Often presented as a global pandemic spreading all over the world, Covid-19, however, hit not only countries but also regions differently. The objective of this paper is to focus on the spatial heterogeneity in the spread of the Covid-19 first wave pandemic and to contribute to an understanding of the channels by which it spread, focusing on the regional socio-economic dimension. For this, we use a dataset covering 125 European regions in 12 countries. Considering that the impact of the Covid-19 crisis differed sharply not only across countries but also across regions within the same country, the empirical strategy is based, on the one hand, on an exploratory analysis of spatial autocorrelations, which makes it possible to identify regional clusters of the disease. On the other hand, we use spatial regression models to capture the diffusion effect and the role of different families of regional factors in this process. We find that the share of older people in the population, GDP per capita, distance from achieving EU objectives, and the unemployment rate are correlated with high Covid-19 death rates. In contrast, the number of medical practitioners and hospital beds and the level of social trust are correlated with low Covid-19 death rates.

Our research underlines the importance of regional differences in mortality rates and their origin during the pandemic. This contribution could be of interest to policymakers and health agencies. The regional dimension of public health policies, even in countries where this policy is centrally managed, such as in France, results in the requirement of efforts to disentangle the spatial aspects of epidemics to design policies adapted to the context in which such epidemics occur. Strengthening this local dimension is essential for two main reasons. First, Covid-19, unlike other epidemics such as the flu, does not spread uniformly across regions but tends to remain clustered. Second, the high rate of contagion of this disease requires a rapid detection of patients zero in order to almost immediately adopt the necessary sanitation rules that help to prevent the spread of cases. Moreover, the proximity between policymakers and citizens helps the former know the culture, social norms, and trust better. Consequently, measures adopted to reduce the severity of epidemics could be more effective when defined as closely as possible to the field.

Keywords: Covid-19, EU regions, social trust, spatial models

Les profils de territoire comme outils d'aide à la décision dans le cadre de l'épidémie de Covid-19

Lucie ANZIVINO

Chargée d'études en santé environnementale et urbanisme favorable à la santé

Observatoire régional de la santé Auvergne-Rhône-Alpes

Membre de la branche francophone du groupe de travail mondial sur l'évaluation d'impact sur la santé (EIS) de l'Union internationale pour la promotion et l'éducation sanitaires (UIPES)

Contexte. Depuis plus de 30 ans, les observatoires régionaux de la santé (ORS) et leur fédération nationale (Fnors) contribuent à l'observation de l'état de santé des populations et de l'offre de soins dans les régions de France hexagonale et les régions d'outre-mer. Leur mission principale consiste à recenser, traiter et valoriser les informations disponibles, initialement dispersées, afin de les rendre accessibles aux décideurs.

Les politiques d'aménagement d'un territoire ont un impact sur la santé, le bien-être ainsi que le cadre de vie et l'environnement dans lequel vivent les habitants. Mais ces politiques n'impactent pas de la même manière et avec la même intensité les différents types de population (âge, niveau de revenu, maladies chroniques, etc.). Elles doivent donc être pensées le plus tôt possible afin de ne pas accroître les inégalités environnementales et de santé. Élaborer un profil de territoire permet ainsi de l'appréhender selon le prisme des différents déterminants de santé : articuler, faire dialoguer et mettre en cohérence des données interdépendantes. Ces profils permettent une démarche d'observation, à des niveaux géographiques adaptés, de l'état et des besoins de santé des populations, des déterminants physiques, économiques, sociaux et comportementaux et des dispositifs de santé.

Méthode. Lors de la première phase de déconfinement, la Fnors et les ORS ont souhaité apporter leur appui aux décideurs et aux acteurs des territoires en mettant à disposition leur expertise dans le développement et la production d'indicateurs sur la santé et ses déterminants à des niveaux géographiques fins. Ils proposent, à travers ces documents, différents indicateurs permettant de caractériser à la fois la population pouvant être, selon la littérature, à risque de présenter des formes graves de Covid-19, et les situations démographiques et sociales pouvant favoriser la circulation du Sars-CoV-2 à l'origine de cette maladie. Ces profils, fournis notamment aux collectivités, servent à observer et à estimer la vulnérabilité des populations afin que les politiques puissent proposer des réponses et des mesures adaptées pour renforcer la résilience urbaine et mettre en place de mesures de prévention pour réduire la circulation du virus.

La première partie du travail a consisté à rechercher dans la littérature disponible des éléments permettant de caractériser : ►

- les populations présentant des risques particuliers face à une infection par le Sars-CoV-2, notamment les situations à risque de formes graves de la Covid-19 ;
- les situations pouvant faciliter la circulation du virus Sars-CoV-2.

À l'issue de cette revue, la liste des pathologies à risque grave de Covid-19, établie par le Haut Conseil de santé publique dans son *Avis relatif aux personnes à risque de forme grave de Covid-19 et aux mesures barrières spécifiques à ces publics*¹, a été retenue. Concernant les situations pouvant faciliter la propagation du virus Sars-CoV-2 ont été retenus les éléments sociaux décrits comme pouvant les favoriser : conditions de logement, modalités de transport pour se rendre au travail, possibilités d'accès aux commerces alimentaires, caractéristiques socio-économiques... Ces éléments issus de la littérature ont ensuite été rapprochés des sources de données disponibles pour déterminer une liste d'indicateurs accessibles de façon systématique, à une échelle territoriale infra-départementale et pour l'ensemble des régions françaises. Ainsi, plus d'une trentaine d'indicateurs ont été calculés. Le niveau territorial retenu est celui des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : métropoles, communautés urbaines (CU), communautés d'agglomération (CA) et communautés de communes (CC).

Résultats. En Auvergne-Rhône-Alpes, les profils de territoire ont été réalisés pour 158 EPCI. Par l'analyse d'informations fiables, homogènes et comparables mises à disposition des décideurs, des acteurs concernés et du grand public, ces profils ont vocation à alimenter les réflexions et à devenir des outils de référence et d'aide à la décision. Ainsi, chaque territoire a la capacité à anticiper, à réagir et à s'adapter pour décliner des actions prioritaires en matière de prévention et d'orientations dans tout type de document de planification de l'aménagement.

¹ Haut Conseil de santé publique. (2020, 20 avril). *Actualisation de l'avis relatif aux personnes à risque de forme grave de Covid-19 et aux mesures barrières spécifiques à ces publics.*

Mots-clés : observation, indicateurs, aide à la décision, inégalités territoriales

Les attributs territoriaux et la pollution de l'air dans un contexte d'épidémie : évidence depuis des départements français

Myriam BEN SAAD et Brice BAROIS

Enseignants-chercheurs

Groupe ESPI

Laboratoire ESPI Réflexions et Recherches (ESPI2R)

La propagation récente de la Covid-19 a soulevé diverses interrogations au cours de ces derniers mois. Différentes hypothèses ont été avancées. Parmi les explications possibles de la propagation du virus en Europe, des observations récentes ont montré que les niveaux de pollution atmosphérique et, surtout, des particules, pourraient agir comme un véhicule pour la propagation du virus sur l'ensemble du territoire (ANDRÉE, 2020 ; CONTICINI ET AL., 2020 ; OGEN, 2020 ; PENG ET AL., 2020 ; SETTI ET AL., 2020a ; WU ET AL., 2020). Ainsi, vivre dans un territoire avec des niveaux élevés de pollution pourrait amener un individu à être plus vulnérable aux agents infectieux et aux problèmes respiratoires. Par conséquent, une combinaison de facteurs liés à la qualité de l'air, tels que la pollution, pourrait être considérée comme responsable du ciblage des voies respiratoires et de l'affaiblissement de la population à risque, tout en augmentant la probabilité d'être affecté par des maladies respiratoires comme la Covid-19 (BUFFOLI ET AL., 2018 ; D'ALESSANDRO ET AL., 2020).

La France a été l'un des États européens le plus touché par la Covid-19, quelques semaines après l'apparition du virus à Wuhan, en Chine. La maladie a pris des proportions dramatiques dans tout le pays, avec plus de 3,8 millions de cas confirmés et 87 542 décès enregistrés à ce jour (mars 2021). Sur la base de ces récentes études qui montrent un taux de mortalité plus élevé dans les régions les plus polluées (DE NATALE ET AL., 2020 ; GIANGRECO, 2020), l'objectif de cet article est d'entreprendre une analyse détaillée de la relation entre les concentrations de pollution et la Covid-19 sur les 96 départements français. Plus spécifiquement, en utilisant des données très fines sur la pollution atmosphérique ainsi que le taux de mortalité et le taux d'incidence, nous estimons la relation entre l'exposition à long terme aux concentrations de particules PM_{2,5} et le rôle des variables économiques, démographiques et structurelles par rapport au taux de mortalité lié à l'épidémie et au taux d'incidence. À l'aide de l'économétrie, nous utilisons des modèles spatiaux afin de contrôler l'endogénéité et l'hétérogénéité relatives à la densité de population, aux caractéristiques de la résidence principale, à la proximité spatiale et sociale des facteurs de risque potentiellement aggravants... Notre analyse utilise les données les plus récentes de la Covid-19 (février 2021), ce qui nous permet de prendre en compte, contrairement aux récents travaux, l'ensemble des différents pics de l'épidémie. Enfin, nous réalisons des tests de robustesse pour répondre à certaines préoccupations possibles en matière d'endogénéité. Nos résultats révèlent une relation significative et positive entre le taux de pollution de PM_{2,5} et le taux de mortalité et le taux d'incidence, relation bien plus marquée pour ce dernier. Plus simplement, une augmentation de la pollution atmosphérique entraînerait une hausse du taux d'incidence de l'épidémie, et ce quels que soient les modèles et les matrices de voisinage utilisés. Il en ressort également une relation importante de la taille du logement avec le taux d'incidence ; elle jouerait un rôle de catalyseur de la transmission du virus.

Mots-clés : Covid-19, pollution atmosphérique, particules, économétrie, taux d'incidence

Contre les crises, le retour au local ? Perspectives historiques et étude de cas : l'exemple du jardin collectif de la résidence du campus d'Outumaoro

Gerbert-Sylvestre Bouyssou

Agrégé d'histoire

Maître de conférences en histoire

Université de la Polynésie française

Équipe d'accueil sociétés traditionnelles et contemporaines en Océanie (EASTCO 4241)

Anthony Tchekemian

Maître de conférences en géographie

et urbanisme (CNU 23-24)

Université de la Polynésie française

Unité mixte de recherche Écosystèmes insulaires océaniques (UMR 241 EIO)

Après une mise au point épistémologique sur la notion de crise, nous nous interrogeons sur les discours contemporains qui voient dans le localisme une réponse au faisceau de crises actuelles : environnementales, sanitaires, économiques et politiques (crise de la représentation démocratique...).

Mise en perspective historique

Tandis que la pandémie de coronavirus perdure, la crise apparaît « nouvelle » et d'une « ampleur jamais égalée ». Sa gestion – caractérisée par l'arrêt brutal des activités de production et d'acheminement, la fermeture des frontières nationales, l'interruption du trafic aérien et le confinement de milliards de personnes – est effectivement une première dans l'histoire de l'humanité. Force est pourtant de constater que les questionnements eschatologiques qui surgissent actuellement reviennent de façon cyclique : pendant les épidémies antiques, médiévales et modernes (peste d'Athènes, peste noire, peste de Londres...) ; face à l'industrialisation du XIX^e siècle (avec pour corollaire l'exode rural et une urbanisation galopante) ; lors des conflits du XX^e siècle (guerres mondiales, peur de l'atome lors de la guerre froide, guerre du Viêt Nam) ; ou encore, à partir des années 1960, avec la dénonciation de la société de consommation.

De nos jours, aux catastrophes climatiques et environnementales (pollutions des sols, des mers et de l'air, déforestation, dérèglement climatique, incendies, inondations...) se surimpose une angoisse sanitaire ; les discours sur la nécessité de revenir à des modes de consommation et de production plus « traditionnels » se multiplient, des politiques comme des chercheurs en appelant à un retour au local. Là encore, ces propositions évoquent les réflexions passées sur les cités-jardins comme réponses à l'urbanisme industriel, le discours maréchaliste sur la « terre qui ne ment pas », à la suite de la défaite française de juin 1940, ou encore, dans une perspective radicalement différente, les aspirations hippies à un retour à la terre.

Un exemple de localisme : le jardin collectif de la résidence universitaire d'Outumaoro

De fait, la crise sanitaire interroge la capacité des systèmes de production, notamment agricoles et industriels, à faire face à des catastrophes. Les mesures de protection mises en place à l'échelon étatique (fermeture des frontières, arrêt des échanges internationaux,

mesures de confinement...) incitent à un retour au local. Après avoir défini, dans une perspective résiliente, ce que nous entendons par « localisme » ou « retour au local », nous développerons l'exemple du jardin collectif, mis en place par les étudiants de la résidence universitaire d'Outumaoro (campus de l'université de Polynésie française, UPF).

Ce jardin apparaît comme une réponse à l'augmentation des prix constatée depuis le début de la crise sanitaire ; avant le déclenchement de celle-ci, il avait déjà été envisagé comme un moyen d'accéder à une alimentation équilibrée, saine et durable. Après quelques mois, les étudiants, isolés et éloignés de leurs familles, constatent en outre que le travail de la terre crée du lien social dans la résidence. Il améliore leur cadre de vie et leur offre une occupation vécue comme apaisante, que certains relient à leur identité polynésienne, en invoquant la pratique du *fa'a'apu* (qui signifie « potager » en tahitien).

En définitive, le jardin collectif de l'UPF favorise la prise de conscience des problématiques environnementales et de l'évolution des habitudes alimentaires, eu égard aux problèmes de santé croissants que pose l'obésité en Polynésie française. Dans le cadre de la réflexion autour du projet de rénovation urbaine (PRU) du quartier Outumaoro (municipalité de Punaauia) et du « campus ouvert », on pourrait envisager le développement de jardins collectifs au sein du campus qui associeraient étudiants et habitants du quartier, deux populations qui se croisent sans toujours se fréquenter. Tout cela ne serait pas sans évoquer les jardins ouvriers européens des XIX^e et XX^e siècles, les jardins d'insertion des années 1980 ou les jardins partagés des années 1990 ; à chaque fois se manifeste une volonté de ne pas couper le cordon ombilical entre l'homme et la terre.

Mots-clés : crises, santé, agriculture, urbain, localisme, jardins collectifs

La résilience des villes intelligentes face à la pandémie de Covid-19

Carmen CANTUARIAS-VILLESSUZANNE, Jeffrey BLAIN et Romain WEIGEL

Enseignants-chercheurs

Groupe ESPI

Laboratoire ESPI Réflexions et Recherches (ESPI2R)

Le début de l'année 2021 est marqué par les impacts immédiats de la crise sanitaire de la Covid-19 : une récession économique mondiale, l'utilisation massive de nouvelles méthodes de communication à distance, la responsabilité de l'entreprise accrue par la mise en place de protocoles sanitaires et le recours au télétravail. Les règles sanitaires entraînent aussi une utilisation différente des bâtiments avec des espaces de vie condamnés, bouleversant ainsi profondément l'usage initial de lieux (ORIE, 2020). Face à ces conséquences, nous réalisons une étude exploratoire pour comprendre la pertinence de l'approche de *sustainable smart cities* pour répondre aux impacts des pandémies.

La notion de *smart cities* a presque 20 ans, et le nombre de publications a augmenté considérablement depuis 2015 (ISRAILIDIS ET AL., 2019). Cependant, il n'y a pas de consensus sur la définition d'une ville intelligente. La Commission européenne, comme la plupart des articles universitaires, les décrit comme « des villes utilisant des solutions technologiques pour améliorer la gestion et l'efficacité de l'environnement urbain ». Cette définition se concentre sur leurs aspects technologiques, mais des revues de littérature récentes ont mis en évidence la nécessité d'avoir une approche plus globale. Cela peut se faire en mobilisant de nouveaux cadres conceptuels, en particulier ceux issus des sciences de gestion, par exemple l'approche par les capacités dynamiques (ANTHOPOULOS, 2015 ; ISMAGILOVA ET AL., 2019 ; MOSANNENZADEH ET AL., 2017).

Plusieurs auteurs (DAMERI & RICCIARDI, 2015 ; CHONG ET AL., 2018) montrent que les *smart cities* développent des capacités dynamiques. Il apparaît nécessaire d'analyser plus précisément les capacités opérationnelles pour comprendre les stratégies des villes intelligentes. Dans ce cadre, CANTUARIAS-VILLESSUZANNE ET AL. (2021) analysent les sept dimensions de la ville intelligente décrites par la littérature académique (ISMAGILOVA ET AL., 2019 ; GIFFINGER ET AL., 2010 ; APPIO ET AL., 2019 ; STÜBINGER & SCHNEIDER, 2020) : *smart architecture and technologies*, *smart citizens*, *smart economy*, *smart environment*, *smart government*, *smart living* et *smart mobility*. Les résultats de cette analyse identifient trois stratégies de villes intelligentes qui montrent leur caractère dynamique. Toutefois, cette première analyse connaît des limites, notamment sur le caractère résilient des villes intelligentes au sujet des pandémies. En effet, la dimension santé est une sous-caractérisation de la dimension *smart living* et, à ce titre, cette première analyse ne permet pas de comprendre précisément les actions des villes intelligentes dans le domaine de la santé urbaine, alors que ceci constitue un enjeu majeur des années à venir comme le montre la pandémie de Covid-19 que nous traversons.

Ainsi, nous proposons de poursuivre notre analyse des 40 villes intelligentes européennes afin de réexaminer la notion de *smart health* (AL-AZZAM & ALAZZAM, 2019) pour intégrer les effets des pandémies. L'étude propose une analyse par composantes principales (ACP) des variables décrivant les *smart cities* afin de souligner la pertinence d'une huitième dimension sur la santé urbaine pour faire face à la crise actuelle.

Les relations entre santé et urbanisme font l'objet d'un intérêt croissant. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) définit la santé comme « un état de complet bien-être physique, mental, social, qui ne consiste pas seulement en l'absence de maladie ou d'infirmité ». La santé se traduit donc comme un état que l'on étudie et que l'on comprend à un moment donné, dans un lieu donné et influencé par des facteurs endogènes (âge, sexe, patrimoine génétique, comportement...) et des facteurs exogènes. Parmi les facteurs exogènes, les conditions socio-économiques, environnementales et politiques représentent des enjeux que les urbanistes doivent saisir (BARTON & TSOUROU, 2004). Des concepts et outils se sont ainsi développés pour prendre en compte la santé dans le développement urbain, comme l'urbanisme favorable à la santé (EHESP & A-URBA, 2020). Avant la pandémie de Covid-19, les relations entre santé et urbanisme étaient majoritairement étudiées à travers le prisme de la santé environnementale, des inégalités de santé et du bien-être. Aujourd'hui, la crise sanitaire que nous vivons nous amène à nous interroger sur la capacité des villes à réagir face à une épidémie (ALLAM & JONES, 2020). Notre étude vise ainsi à proposer une nouvelle dimension dans l'analyse des stratégies des *smart cities* qui permette de comprendre leur capacité de résilience face aux enjeux de santé. Cette nouvelle dimension intègre des variables permettant de décrire la capacité de soins existants dans la ville, les facteurs de risque (pollutions, nuisances...), les aménagements favorables (activité physique, espaces verts...) et les inégalités sociales.

Mots-clés : *sustainable smart cities*, résilience, *smart health*, *knowledge management*, capacités dynamiques, analyse de composantes principales (ACP), classification ascendante hiérarchique (CAH)

Références

- AL-AZZAM, M-B., & ALAZZAM, M-K. (2019). Smart City and Smart-Health Framework, Challenges and Opportunities. *International Journal of Advanced Computer Science and Applications*, 10(2), 171-176.
- ALLAM, Z., & JONES D. S. (2020). On the Coronavirus (COVID-19) Outbreak and the Smart City Network: Universal Data Sharing Standards Coupled with Artificial Intelligence (AI) to Benefit Urban Health Monitoring and Management. *Healthcare*, 8(1), 46.
- ANTHOPOULOS, L. (2015). Understanding the Smart City Domain: A Literature Review. In M. P., RODRIGUEZ-BOLIVAR (Ed.), *Public Administration and Information Technology* (p. 9-21). Springer.
- APPIO, F. P., LIMA, M., & PAROUTIS, S. (2019). Understanding Smart Cities: Innovation Ecosystems,

Technological Advancements, and Societal Challenges. *Technological Forecasting and Social Change*, 142, 1–14.

- BARTON, H., & TSOUROU, C. (2004). *Urbanisme et santé. Un guide de l'OMS pour un urbanisme centré sur les habitants*. Association internationale pour la promotion de la santé et du développement durable.
- CANTUARIAS-VILLESUZANNE, C., WEIGEL, R., & BLAIN, J. (2021). Clustering of European Smart Cities to Understand the Cities' Sustainability Strategies. *Sustainability*, 13(2), 513.
- CHONG, M., HABIB, A., EVANGELOPOULOS, N., PARK, H. W. (2018). Dynamic Capabilities of a Smart City: An Innovative Approach to Discovering Urban Problems and Solutions. *Government Information Quarterly*, 35(4), 682–692.
- DAMERI, R. P., & RICCIARDI, F. (2015). Smart City Intellectual Capital: An Emerging View of Territorial Systems Innovation Management. *Journal of Intellectual Capital*, 16(4), 860-887.
- EHESP & A-URBA. (dir.). (2020). *Le guide ISadOrA une démarche d'accompagnement à l'Intégration de la Santé dans les Opérations d'Aménagement urbain*.
- GIFFINGER, R., HAINDLMAIER, G., & KRAMAR, H. (2010). The Role of Rankings in Growing City Competition. *Urban Research & Practice*, 3(3), 299–312.
- ISMAGILOVA, E., HUGHES, L., DWIVEDI, Y. K., & RAMAN, K. R. (2019). Smart Cities: Advances in Research – An Information Systems Perspective. *International Journal of Information Management*, 47, 88–100.
- ISRAILIDIS, J., ODUSANYA, K., MAZHAR, M. U. (2019). Exploring Knowledge Management Perspectives in Smart City Research: A Review and Future Research Agenda. *International Journal of Information Management*, 1–10.
- MORENO, C., ALLAM, Z., CHABAUD, D., GALL, C., & PRATLONG, F. (2021). Introducing the “15-Minute City”: Sustainability, Resilience and Place Identity in Future Post-Pandemic Cities. *Smart Cities*, 4, 93-111.
- MOSANNENZADEH, F., BISELLO, A., VACCARO, R., D'ALONZO, V., HUNTER, G. W., & VETTORATO, D. (2017). Smart Energy City Development: A Story Told by Urban Planners. *Cities*, 64, 54–65.
- ORIE. (2020). *Innovation, immobilier et COVID : un nouveau ménage à trois ?*
- STÜBINGER, J., & SCHNEIDER, L. (2020). Understanding Smart City – A Data-Driven Literature Review. *Sustainability*, 12, 8460.

Du nucléaire à la Covid-19 : résilience et enjeux sanitaires de l'aménagement olympique de Tokyo 2020+1

Raphaël LANGUILLON-AUSSEL

Enseignant et chercheur

Université de Genève, département de géographie, faculté des sciences de la société

Gouvernance de l'environnement et développement territorial

Les Jeux Olympiques de Tokyo 2020 sont intimement liés à des enjeux de santé publique, depuis la phase de candidature à celle de leur tenue réelle. Le dépôt des candidatures en septembre 2011 a ainsi rencontré au Japon un agenda rendu sensible par la triple catastrophe du 11 mars 2011, où un séisme d'une rare intensité suivi d'un tsunami meurtrier ont conduit à l'accident nucléaire de la centrale de Fukushima Daiichi. Déposer la candidature aux JO 2020 six mois seulement après la fusion de plusieurs réacteurs à seulement 250 km de la capitale japonaise, exposant la population à des nuages de radiations qui avaient conduit le Premier ministre de l'époque, Naoto Kan, à se poser la question d'une évacuation massive de Tokyo, semblait alors quasi disqualifiant. Il n'en fut rien, et les JO furent attribués à la ville deux ans plus tard, le 7 septembre 2013.

Alors que l'échéance de la tenue de l'événement approche, le gouvernement central japonais annonce, le 24 mars 2020, sa décision de reporter d'un an les Jeux Olympiques et Paralympiques de Tokyo initialement prévus pour l'été 2020. Décision inédite dans l'histoire de l'événement sportif, elle s'inscrit dans le contexte de la crise sanitaire internationale provoquée par le virus de la Covid-19. Le report est-il véritablement la conséquence de la conjoncture sanitaire mondiale ou peut-on y lire également le symptôme de maux plus structurels ? Plus largement, comment les questions de santé publique ont-elles impacté l'aménagement et la gouvernance des JO de Tokyo 2020+1 ?

L'objet de la communication est d'analyser non seulement les causes du report des JO de Tokyo 2020, mais de replacer ces dernières dans le contexte plus large des enjeux de santé publique au cœur de la gouvernance et de l'aménagement d'un événement urbain majeur. La méthodologie associe étude de terrain avec visite des sites, entretiens semi-directifs et analyse de littérature grise (en japonais, anglais et français – cette dernière étant une langue olympique officielle), ainsi qu'analyses statistiques des séries temporelles de l'Organisation mondiale de la santé pour la période mars 2020-janvier 2021.

Les résultats montrent que si la conjoncture internationale (fermeture des frontières) et le contexte national (semi-confinement sanitaire) expliquent en partie le report, ce dernier fait l'objet de rapports de pouvoir que l'on retrouve quasiment à l'identique tout au long de la phase de préparation des Jeux Olympiques et Paralympiques de Tokyo au cours des années 2010. Des radiations nucléaires au virus du Sras-Cov-2, Tokyo 2020+1 est un laboratoire (manqué ?) de santé publique d'un événement urbain international.

Mots-clés : Covid, gouvernance, jeux Olympiques, report, Tokyo, aménagement, conflits, santé publique, résiliences

L'élite en ses territoires : face à la Covid-19 (Monterrey, Mexique)

Leily HASSAINE BAU

Chercheuse associée

Laboratoire Temps, espaces, langages, Europe méridionale, Méditerranée (TELEMMé)

Université d'Aix-Marseille

La communication intitulée *L'élite en ses territoires : face à la Covid-19 (Monterrey, Mexique)* propose un éclairage sur les conséquences de la crise sur les différentes dynamiques urbaines, et plus précisément sur les territoires de vie de l'élite.

L'étude se localise empiriquement à San Pedro Garza Garcia, l'une des municipalités mexicaines les plus riches d'Amérique latine, dans l'aire métropolitaine de Monterrey au nord-est du pays où réside une élite traditionnelle aussi bien économique, politique que sociale. Bien que les premiers cas de la Covid-19 aient été déclarés parmi les membres de l'exclusif club de golf de la municipalité, c'est l'une des localités où l'épidémie est la mieux contrôlée au Mexique. En effet, en plus d'un accès aux traitements et aux tests particuliers, le gouvernement municipal a organisé des barrages automobiles afin de filtrer (à partir de critères principalement physiques lorsqu'il s'agit de non-résidents) les personnes entrant dans la municipalité, bien que cette pratique ne soit pas autorisée par la législation nationale. Cette gestion témoigne du contrôle territorial de l'élite. Et pour cause, les familles qui la composent sont au cœur de la production urbaine de San Pedro depuis les années 1940. Récemment, l'utilisation de fonds financiers restructure la morphologie urbaine de San Pedro où certains membres de l'élite, des acteurs de marché planifient et gèrent de façon privée, depuis cinq ans, le renouvellement urbain du district financier de la métropole (incluant les sièges sociaux d'entreprises nationales et internationales, les quartiers résidentiels de ce groupe social mais aussi leurs écoles et commerces).

Ce travail, en se focalisant sur l'articulation de plusieurs échelles – du district à la municipalité – interroge l'impact de la crise sanitaire sur l'organisation socio-spatiale des territoires de l'élite.

La réflexion se base sur une méthodologie interdisciplinaire particulièrement qualitative. Une méthodologie ethnographique impliquant une immersion de cinq ans à San Pedro Garza Garcia jusqu'en octobre 2020 et la participation au projet de renouvellement urbain m'ont permis de saisir les stratégies des acteurs de marché dans la production urbaine. Cela établit aussi le contexte dans lequel survient la crise sanitaire, étudiée grâce à un regard « depuis l'intérieur » de la fabrique urbaine. La conduite d'une analyse des réseaux sociaux prouve alors le pouvoir des acteurs de marché, aussi bien dans la sphère privée qu'en tant qu'autorité territoriale locale. Dans ce contexte, les états de l'art américains et européens ont constitué un socle précieux. J'ai agencé cet objet de recherche autour de deux corpus thématiques majeurs : d'une part le rôle des acteurs de marché

dans la production urbaine (ATTUYER, GUIRONNET & HALBERT) et, d'autre part, la construction de la ville privée (CAPRON, DESSOUROUX, DORIER, DUHAU & GIGLIA) ainsi que des études de cas menées par des géographes à Monterrey et sur d'autres terrains.

Cette approche pluridisciplinaire montre que la privatisation du renouvellement urbain du district est motivée par une sécurisation des investissements immobiliers réalisés par le fonds d'investissement dans ce périmètre d'action. Dans une logique de rentabilité économique et financière, les usagers doivent avoir les moyens économiques de consommer dans ces nouveaux projets multifonctionnels (commerces, restaurants etc.), n'étant pas le cas des employés. Ce travail explique donc comment le renouvellement urbain permet progressivement de relocaliser les employés dans d'autres municipalités, afin de maintenir l'entre-soi de ce groupe social. Or, la gestion de la pandémie de Covid-19 par l'élite (en tant que hommes politiques ou chefs d'entreprise), conjuguant des mesures internationales (mise en place du télétravail) et locales (filtrages aux entrées de la municipalité), accentue des pratiques urbaines exclusives et aboutit à la réorganisation des activités et des mobilités à l'échelle métropolitaine.

Cette contribution propose donc de mettre en lumière l'influence des acteurs de marché dans la gestion de la crise sanitaire et ses conséquences socio-spatiales. En étudiant différentes échelles (du district à la municipalité) avant et durant la pandémie, l'analyse montre comment les mesures adoptées face à l'urgence sanitaire, articulées aux logiques de valorisation foncières et immobilières, deviennent un accélérateur des restructurations des territoires de l'élite. L'étude permet finalement de comprendre dans quelle mesure cette pandémie renforce des inégalités socio-spatiales ancrées.

Mots-clés : élite, projet d'aménagement, crise sanitaire, privatisation, financiarisation de la production urbaine, Mexique

Le logement social à Oran durant le confinement. Quels agencements pour quelles pratiques habitantes ? Observations et premières analyses

Najet MOUAZIZ-BOUCHENTOUF

Architecte, maître de conférences HDR

Département d'architecture

Université des sciences et de la technologie d'Oran Mohamed-Boudiaf (USTO-MB Oran)

Le 12 mars, les vacances de printemps en Algérie sont avancées d'une semaine à titre préventif pour éviter la propagation de la Covid-19. Depuis, le confinement, la réduction des activités humaines et le couvre-feu avec interdiction de circuler à certaines heures de la journée sont le mot d'ordre à Oran, à l'instar des autres villes et wilayas algériennes. Le logement, espace de refuge et de ressourcement de la famille, est désormais le lieu de confinement par excellence. Conçu pour accueillir certaines activités essentielles, incontournables (repos, repas, hygiène, convivialité familiale, intimité...) et difficiles à accomplir ailleurs, il devient du jour au lendemain lieu de travail pour les adultes, des cours à distance pour les enfants, de loisir, de sports... Si en période ordinaire (hors épidémie), le logement social produit à Oran est qualifié d'inadapté à la vie familiale, qu'en est-il en temps d'épidémie et de confinement ? Que permet ce logement à la surface limitée et à l'agencement figé ? Comment la famille s'adapte ou non à cette nouvelle manière de vivre dans ce même logement ?

Dans cette communication, nous aborderons deux espaces du logement qui suscitent le plus d'interrogations : la salle de bains et la terrasse ou balcon. L'exiguïté du logement social (67 m² pour un trois-pièces, cuisine, salle de bains) conjuguée à l'entassement (le taux d'occupation par pièce dépasse deux) fait que les familles réaménagent leurs logements en sacrifiant principalement la salle de bains et les terrasses. La salle de bains est souvent transformée en cuisine ou en chambre supplémentaire, et les terrasses ou balcons sont annexés aux pièces contiguës (séjour ou cuisine) pour augmenter leurs surfaces utiles. Les familles sacrifient l'espace mais pas son usage et trouvent des solutions de substitution en dehors du logement, que le confinement met à rude épreuve.

L'objet de cette communication est d'interroger, d'une part, les architectes appelés à repenser les logements, et les habitants à reconsidérer leurs espaces de vie et à remesurer les priorités, d'autre part. Elle s'appuie sur une série d'entretiens effectués auprès des concepteurs de logements sociaux et des habitants. L'objectif est de montrer comment la Covid-19 peut changer le rapport de l'architecte avec le dessin du logement social et de l'habitant avec son espace de vie quotidienne.

Mots-clés : logement social, Oran, Covid-19, plan modifié, plan conçu, confinement

Turismo y pandemia, consecuencias en la Zona Especial Turística La Mariscal-Quito

María SOLEDAD OVIEDO et Víctor LLUGSHA

Enseignants-chercheurs

Universidad UTE

Quito, Équateur

El turismo es una actividad socioeconómica que a distintos niveles genera impactos, siendo los beneficios económicos los que han llevado a las ciudades a tomar acciones y crear políticas que incentiven su crecimiento. Esto provoca que varios destinos turísticos urbanos enfrenten impactos como: elitización, gentrificación, turistificación y *overtourism*.

Con el propósito de hacer frente a los retos que implica el crecimiento de la actividad turística en la ciudad de Quito, en el 2012 el Municipio del Distrito Metropolitano (MDMQ) creó las Zonas Especiales Turísticas (ZET) en los territorios que condensan a prestadores de servicios vinculados al turismo y atractivos turísticos. En el caso de la ZET del barrio La Mariscal, la complejidad del territorio va más allá del desarrollo del turismo, puesto que en él conviven distintas actividades económicas que entran en disputa con la calidad de vida de los residentes.

A partir de marzo 2020, la oferta de servicios turísticos en La Mariscal, como: hospedaje, alimentos y bebidas, entretenimiento, se vio afectada por las restricciones impuestas para controlar el avance de la pandemia (Covid-19), llevando a que se suspendan actividades vinculadas al ocio y al turismo. Con el pasar del tiempo, la situación ha conllevado el cierre definitivo de muchos establecimientos, poniendo de manifiesto la fragilidad del modelo de ocupación turística del barrio.

Por otra parte, con base en los lineamientos de bioseguridad establecidos a nivel global para el control de la pandemia, se requiere limitar el aforo de los establecimientos y realizar nuevas inversiones en la infraestructura, lo que generará un incremento en los costos de los servicios brindados. En este sentido, se busca determinar si esta situación abrirá la puerta a una nueva elitización del barrio, o si los negocios vinculados con el ocio y el turismo tendrán que reinventarse para no desaparecer, llevando al barrio de La Mariscal a un proceso de turgurización de servicios turísticos.

Palabras clave: turismo urbano, dinámicas urbanas, pandemia, planificación urbana, gobernanza

Un positionnement « santé/bien-être » de l'immobilier d'entreprise comme condition pour inciter les actifs à retourner au bureau après la Covid ?

Lionel RABILLOU

Urbaniste

Cofondateur et cogérant

NovaScopia

La crise sanitaire actuelle apparaît comme un accélérateur de la transformation des modalités et des conditions de travail, mais aussi une source d'incertitude sur le devenir de l'immobilier d'entreprise. Les confinements successifs et la généralisation du télétravail, pratique encore émergente avant 2020, amènent les entreprises à reconsidérer leurs stratégies immobilières... et certains actifs à envisager d'autres arbitrages résidentiels (habiter plus loin de son travail n'est plus aussi contraignant quand on s'y rend une fois par semaine au lieu de tous les jours).

Le fait de se rendre à « son bureau tous les jours » était déjà perçu comme une contrainte et une source de stress : temps consacrés aux migrations alternantes quotidiennes, dans des conditions de transport peu agréables dans les grandes métropoles (embouteillages routiers, suroccupation dans le métro...), affres de l'*open space* ; avec la Covid-19, il est devenu synonyme de danger sanitaire.

Dans ce contexte, l'hypothèse centrale de notre contribution est la suivante : n'est-ce pas, paradoxalement, par une valorisation de la santé et du bien-être que les entreprises (et, à une échelle plus urbaine, les quartiers d'affaires et les zones d'activité) peuvent redonner de l'attractivité au concept de « venir travailler au bureau » ? Comment les approches d'urbanisme favorable à la santé (UFS), que développent NovaScopia, peuvent y contribuer ?

Premier constat : jusqu'à présent, l'essentiel des démarches d'évaluations d'impact en santé (EIS) et d'UFS engagées en France a porté sur des projets d'aménagement avec une forte composante résidentielle. Ces démarches sont ainsi souvent associées à des projets de renouvellement urbain, dans le cadre de zones d'aménagement concerté ou de projets « Cœur de ville ». Dans ces stratégies, les publics cibles sont avant tout des habitants. À contrario, peu de démarches d'EIS ou d'UFS ont été consacrées à des projets d'aménagement à dominante économique (typiquement : un quartier d'affaires, une zone d'activité industrielle ou logistique, un campus de grosse entreprise...) prenant les actifs comme population cible de l'analyse des impacts sur la santé.

Deuxième constat : la thématique de la qualité de vie au travail était déjà en pleine émergence avant même la crise sanitaire. Elle devient un facteur central d'attractivité vis-à-vis des jeunes diplômés ; au-delà d'un salaire et de perspectives d'évolutions professionnelles, l'épanouissement et le bien-être ressenti sur le lieu de travail et l'équilibre vie professionnelle/vie privée sont des critères

plébiscités dans le choix d'une entreprise ou d'une organisation. Les entreprises en tiennent compte et multiplient les initiatives diverses et variées visant à faciliter la vie quotidienne au travail de leurs salariés : création de postes de « *chief happiness managers* », conciergeries d'entreprise, élaborations de chartes de développement durable axées sur la qualité des relations sociales et les conditions de vie quotidienne. Force est cependant de constater que les analyses de qualité de vie au travail restent souvent cantonnées « dans les murs » de l'entreprise, y compris quand elles intègrent une réflexion sur la conception et l'usage des locaux (bâtiments favorables à la santé, choix des matériaux sains, conception des espaces...).

Face à ce double constat, et encore plus dans le nouveau contexte dû à la Covid-19, il nous apparaît qu'un chaînon essentiel d'un continuum « qualité de vie/bien-être/santé » reste aujourd'hui à développer : c'est celui de l'environnement territorial favorable à la santé des actifs ou, dit autrement, celui de la qualité de vie au travail étendu à son environnement territorial.

La contribution mettra l'accent sur des initiatives, restant à amplifier, pour aller dans ce sens ; nous en citons ici quelques-unes, à développer dans le cadre de la journée d'étude :

- le développement de réseaux/pistes cyclables pour inciter à utiliser le vélo pour les trajets résidence/travail quotidien ; plus largement, tout ce qui contribuera à faciliter l'utilisation du vélo (stationnement prévu et sécurisé sur le lieu de travail, signalétique et sécurisation des trajets...);
- la tendance au développement de « jardins bien-être » au sein d'immeubles de bureaux, pouvant être reliés à des actions de promotion et de prévention de la santé soutenues par les mutuelles ;
- les aménagements à l'échelle de quartier d'affaires ou de zones d'activité économique ; ces sites ne sont souvent pas conçus pour donner la possibilité de marcher, faire du vélo. On peut les aménager dans ce sens, en y intégrant des parcours de santé, des agrès... (exemple de la zone d'activité « pôle santé/innovation » de Mercy à Metz Métropole).

Mots-clés : immobilier d'entreprise, qualité de vie, Covid-19, bien-être, urbanisme favorable à la santé, environnement territorial favorable à la santé

La fabrique de la ville d'Oran au temps des épidémies : interroger les formes urbaines

Fadila KETTAF

Maître de conférences HDR

Département d'architecture

Université des sciences et de la technologie d'Oran Mohamed-Boudiaf (USTO-MB Oran)

Cette communication présente deux temps de la fabrique de la ville d'Oran. Elle explore d'abord comment les épidémies à travers l'histoire ont contribué à façonner la ville d'Oran, en considérant des supports écrits majeurs, notamment ceux de René Lespès (1938) et, dans une moindre mesure, ceux d'Albert Camus (1947). En filigrane, cette exploration historique met en lumière la résilience urbaine face aux grandes pandémies.

Oran est une ville millénaire à l'héritage multiple. Elle a connu plusieurs périodes d'urbanisation, notamment sous les pouvoirs espagnol (1509-1708, 1732-1790), ottoman (1708-1732, 1790-1831), français (1831-1962), et finalement algérien (après 1962). L'organisation de la ville faite de ces strates successives fut fortement influencée à la fois par la géographie tourmentée du site, par les traces de la ville existante, par les modèles urbains inhérents à chaque période et par des considérations politico-administratives et économiques (KETTAF, 2017 ; 2019). Elle fut également influencée par les mesures sanitaires adoptées pour lutter contre les épidémies qui ont jalonné l'histoire de la ville.

L'ouvrage scientifique *Oran : étude de géographie et d'histoire urbaines* de René Lespès (1938) relate, au fil des pages et des périodes allant dès les origines jusqu'aux années 1930, le rôle joué par l'environnement urbain dans la prolifération des épidémies : peste, choléra et typhus, que l'auteur nomme « calamités publiques », tant elles exercent des ravages récurrents dans la population. Il s'agit d'analyser les règles d'hygiène et de salubrité publiques mobilisées par les édiles fixant des principes généraux d'organisation urbaine tels que la ligne droite, la régularité, l'aération, les « travaux d'édilité », etc., et la manière dont ces principaux outils d'aménagement ont dessiné et/ou redessiné les espaces urbains oranais : trames, formes des îlots et de rues, places, squares, jardins... Par ailleurs, travailler sur le binôme épidémie/forme d'Oran nous renvoie incontestablement à revisiter la célèbre œuvre littéraire *La peste* d'Albert Camus (1947), afin d'explorer dans quelle mesure la fiction, s'emparant ou pas de faits réels, a impacté l'imaginaire et a conduit à améliorer les espaces de la ville et la vie urbaine.

Cette contribution examine, ensuite, comment les préoccupations de la salubrité publique sont complètement ignorées dans la fabrique de la ville d'Oran contemporaine. La ville privilégie depuis le tournant des années 2000, avec l'arrivée du promoteur immobilier privé, un urbanisme vertical et des formes d'îlots extrêmement denses avec l'absence patente d'espaces extérieurs à la fois aérés, mais aussi gérés et organisés collectivement. Le contexte sanitaire lié à la pandémie de la

Covid-19 bouleversant la vie en ville réinterroge la forme urbaine et la qualité des espaces publics. Dans cette réflexion, il s'agit d'examiner ces nouvelles formes urbaines et d'évaluer les retombées sur les espaces de vie des habitants : ensoleillement, aération, prospects, qualité des espaces communs extérieurs, intermédiaires et des seuils...

Dans ce travail, première étape de recherche en cours, nous tenterons d'estimer la vulnérabilité de ces formes et de proposer quelques éléments de réponses adaptées aux spécificités aussi bien de la ville d'Oran que de la société qui l'habite.

D'emblée, nous pouvons avancer que plusieurs attributs issus de la ville « constituée » – ou mieux encore, *des villes* « constituées » – peuvent être exploités et revisités de sorte que de meilleurs espaces puissent être créés. Dès lors que la structure des lieux importe, les modèles de forme urbaine et d'aménagement des espaces publics doivent être passés en revue et repensés à la lumière des exigences de la ville durable et résiliente, une ville « vivable » (*liveable city*), voire « marchable » (*walkable*) dont le piéton, par la pratique de la marche, de la déambulation et de la halte, trame l'espace urbain et son espace de vie.

Mots-clés : Oran, histoire, épidémies, forme urbaine, espace public, résilience

La transformación urbana de la ciudad de Rosario, Argentina, a partir de la pandemia Covid-19

Cintia Ariana BARENBOIM

Chercheuse associée, Consejo Nacional de Investigaciones

Científicas y Técnicas (CONICET)

Enseñante titulaire, universidad nacional de Rosario, Argentine

La pandemia de Covid-19 es sin lugar a dudas el impacto más significativo, tanto en su dimensión económica, social, política, ambiental y física, que deja de manifiesto la vulnerabilidad urbana de la ciudad contemporánea. Lo que sucede nos hace reflexionar, poniendo en conflicto la manera que vivimos y diseñamos el espacio habitacional y urbano, teniendo como primacía la cuestión sanitaria. Esta nos brinda la posibilidad de repensar los cambios que pueden o deberían considerarse para fortalecer la resiliencia urbana. Específicamente el aislamiento social, preventivo y obligatorio es la única herramienta real y certera, hasta el momento, que tuvimos para protegernos.

Por lo cual la vivienda se ha convertido en nuestro principal refugio, dejando al descubierto ciertas carencias como: la valorización del espacio bien localizado, las dificultades económicas para el acceso a la vivienda, la falta de calidad constructiva, los micro y/o pocos ambientes, el hacinamiento, entre otros. Los lugares abiertos, de conexión en algunos casos entre lo público y lo privado, como los balcones, los patios, los jardines toman relevancia. Las nuevas construcciones requerirán de lugares abiertos de calidad y mayor magnitud de los espacios privados.

La cuestión es movernos lo menos posible viéndose impactado directamente el transporte. Si antes priorizábamos el transporte público ahora se prioriza el transporte privado. Pero esto no es una idea muy sustentable. En este sentido, habrá que retornar a la idea del transporte individual pasivo, es decir a la bicicleta, incrementando los circuitos de bicisendas y peatonales en la ciudad.

La proximidad también lleva a repensar la distribución de los usos de suelo (residencial comercial, oficinas, industrial) y los equipamientos urbanos (hospitales, escuelas, bibliotecas, teatros, cines, centros deportivos). Estos deberán presentarse de forma mixta en los distintos barrios, la antigua idea de zonificación mono funcional queda neutralizada. La dotación y variedad de usos y equipamientos genera ventajas como: accesibilidad, proximidad a los atributos y servicios urbanos, amplitud y mejor calidad de vida.

Por último, garantizar las infraestructuras y servicios básicos resulta clave para cumplir con el derecho a la ciudad. Quedando en relevancia la cobertura de agua potable y de internet, siendo vital la salubridad y la conectividad en estos tiempos.

Particularmente, en la ciudad de Rosario en el país de Argentina, las medidas que se tomaron para frenar la pandemia y fortalecieron la resiliencia urbana tienen razones que pueden servir para otras urbes latinoamericanas y del mundo. La planificación de la salud pública, el diseño urbano y las políticas de estado que trascienden en el tiempo y a los gobiernos.

En este contexto, la ponencia profundizará en el impacto del COVID en Rosario, particularmente en cómo se ha adaptado la ciudad durante el año 2020. Las temáticas a tratar están vinculadas con las propuestas de los nuevos desarrollos habitacionales, los cambios en los usos (los que aparecen y los que desaparecen), la transformación y/o generación de grandes equipamientos de salud (centros de salud, centros de aislamiento, sanatorios ambulatorios), el incremento de la movilidad pasiva (la ampliación de las bicisendas), la importancia de la dotación de las infraestructuras y servicios, entre otras cuestiones de interés.

En suma, a partir del estudio del caso Rosario la intención es reflexionar sobre los cambios que nos exige abordar la pandemia hacia una planificación integral, pensando en una ciudad más saludable, habitable, igualitaria y sobretodo resiliente.

Palabras claves: pandemia, impacto físico, políticas públicas, transformación urbana, Rosario

La fabrique de la ville questionnée par la crise sanitaire : vers un urbanisme hygiéniste 2:0 ?

Emmanuelle GANGLOFF

Post-doctorante en aménagement
du territoire et urbanisme, laboratoire Pacte¹
Chercheuse, laboratoire AAU²

Hélène MORTEAU

Docteure en aménagement du territoire
et urbanisme
Chercheuse, laboratoire Pacte¹

La contribution vise à apporter un éclairage sur la manière dont la recherche en études urbaines s'est saisie de la crise sanitaire pour mieux interroger ses modèles. Depuis le printemps 2020, de nombreux chercheurs se sont exprimés dans la presse sous la forme de tribunes ; d'autres ont impulsé des initiatives collectives ou bien ont engagé des projets de recherche plus structurés. Dans le cadre d'une mission de veille et d'analyse confiée par le Plan urbanisme construction architecture (Puca), nous recensons, à partir d'un corpus établi, un grand nombre de ces initiatives depuis mars 2020. Nous proposons de revenir sur les premiers enseignements de cette veille qui porte sur les effets systémiques de la crise sanitaire sur la fabrique de la ville. À partir d'un corpus composé de sources académiques, territoriales et médiatiques, nous évoquons en premier lieu les différentes phases d'appréhension de la crise sanitaire. Au cours des semaines qui ont suivi l'amorce du premier confinement, des questionnements ont émergé dans le champ de la recherche urbaine. Mais une chronologie de la veille nous apprend que les questionnements principaux ont très vite évolué à mesure que la situation sanitaire semblait apparemment sous contrôle. Nous analyserons ces principales évolutions et ce qu'elles disent (ou pas) de la recherche en train de se faire.

Ensuite, nous mettrons en évidence les différentes initiatives, controverses, et nous livrons des premiers éléments d'analyse des recherches en cours. Cette contribution sera aussi l'occasion de discuter des différentes tendances à l'œuvre dans l'évolution des modèles urbains au prisme de la santé. Comment la crise sanitaire vient-elle questionner la densité urbaine ou les mobilités ? Comment l'urbanisme du « care » se trouve-t-il singulièrement renforcé par la crise ? Enfin, comment la pandémie offre-t-elle un nouvel éclairage sur les termes du débat ville/nature en les complexifiant et en introduisant un sujet que les urbanistes avaient récemment oublié, celui de la santé ? En effet, en quelques mois, la nécessité d'une pensée systémique pour inventer un « éco-urbanisme » ou un nouvel hygiénisme fondé sur la « santé environnementale » s'est progressivement imposée.

Mots-clés : urbanisme, santé, fabrique urbaine, crise sanitaire, modèles urbains

¹ Laboratoire de sciences sociales.

² Laboratoire Ambiances architecture urbanités.

Comment gouverner les villes face à l'épidémie ? La résilience juridique de la gouvernance des villes à l'épreuve des épidémies

Florian LAUSSUCCQ

Enseignant-chercheur
Groupe ESPI
Laboratoire ESPI Réflexions et Recherches (ESPI2R)

« L'air de la ville rend libre » ; cet adage du Moyen Âge paraît aujourd'hui bien suranné, tant la restriction sociale érigée en principe directeur semble rendre l'air de la ville bien anxiogène, quand il ne se limite pas à l'air saturé d'appartements confinés. La ville fut en effet longtemps perçue comme un espace particulier, porteur de liberté, de tolérance et de dynamisme, à tel point qu'il a semblé nécessaire de lui accorder des règles juridiques particulières. La ville, ou son avatar moderne la métropole, est ainsi devenue un objet de droit particulièrement prolige (loi du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ; loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite « loi MAPAM » ; loi du 28 février 2017 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain, etc.).

Pourtant, ce dynamisme et cette attractivité des villes se retournent contre elles à l'heure de la pandémie. Les contacts humains devant être limités, la ville perd alors ce qui fait tout son sel, voire son « avantage comparatif ». Enjeu de santé publique, la Covid-19 a dû faire l'objet d'une prise à bras le corps par les pouvoirs publics, au travers du droit. On ne compte plus les décrets, arrêtés et déclarations concernant le virus, devenu une véritable « star » de l'actualité juridique.

Dès lors cette pandémie pose-t-elle plusieurs problèmes sur le plan juridique. Tout d'abord, l'imperatif de limitation des contacts physiques entraîne un encadrement fort des libertés individuelles. Ensuite, cette pandémie questionne la possibilité de produire du droit en s'appuyant sur des connaissances scientifiques nécessairement lacunaires : ainsi a-t-on vu une forte contestation de la règle de droit, en raison notamment de définitions floues (la fameuse sortie en jogging) ou de temporalités aléatoires (cette dernière situation entraînant une insécurité forte pour les commerces, dont la réouverture est sans cesse repoussée).

Or, cette contestation constitue peut-être l'interrogation la plus importante, dans la mesure où la règle de droit nécessite, à plus forte raison en démocratie, un certain consentement de l'individu. Ce consentement, socle du contrat social, est d'ailleurs renforcé en période de pandémie, les pouvoirs publics n'ayant de cesse d'appeler à la responsabilité des citoyens. Une telle situation n'est pas sans poser de difficultés. En effet, s'il est aisément possible de passer d'un droit autoritaire à un droit négocié, l'inverse semble plus périlleux, d'autant plus dans l'éventualité d'une situation de crise économique. Pourtant, il semble également possible d'opérer le dépassement de ce paradigme négatif en considérant que de telles difficultés peuvent également s'envisager comme des catalyseurs. En effet, les réponses juridiques qu'elles ne manqueront pas d'entraîner vont nécessairement délimiter les contours d'une résilience du droit, celui-ci devant s'adapter pour permettre de gouverner les individus et les villes en période de pandémie.

Mots-clés : droit, résilience, Covid-19, ville, gouvernance, libertés, consentement

Laboratoire ESPI Réflexions et Recherches (ESPI2R) - 3^e journée d'étude, 11 mars 2021

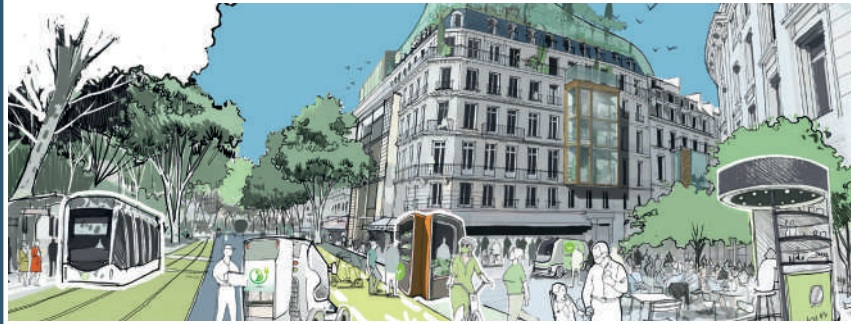
DYNAMIQUES URBAINES ET RÉSILIENCE DANS UN CONTEXTE D'ÉPIDÉMIE

quelles analyses et quelles propositions face à la Covid-19 ?

Quatre sessions rythment cette journée d'étude :

- gestion des territoires face à la Covid ;
- l'aménagement du territoire questionné par la Covid ;
- habiter la ville en période épidémique ;
- dynamiques urbaines et crise sanitaire.

LABORATOIRE
ESPI
2R
L'ÉCOLE SUPÉRIEURE
DES PROFESSIONS
IMMOBILIÈRES



© OXXO Studio.